

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 2 mai 2023

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 23-209

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIÈRES-SAINT-CHRISTOPHE

Lieu-dit « le Mont Chavaut »

10140 PUIITS-ET-NUISEMENT

Code AIOT : 0005700370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 avril 2023 dans l'établissement CARRIÈRES-SAINT-CHRISTOPHE, implanté au lieu-dit « le Mont Chavaut » 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à différentes plaintes reçues, depuis janvier 2023, pour les nuisances générées sur le territoire de Puits et Nuisement qui seraient dues à l'exploitation de trois carrières situées sur la même commune, l'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection inopinée le 6 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES-SAINT-CHRISTOPHE
- lieu-dit « le Mont Chavaut » 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT
- Code AIOT : 0005700370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES-SAINT-CHRISTOPHE exploite la carrière à ciel ouvert de roche calcaire sous couvert de l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2017054-0002 du 23 février 2017. L'autorisation porte sur une superficie de 15 ha 45 a 86 ca pour une durée de 30 ans. La production annuelle moyenne de matériaux est de 130 000 t (pour un seuil maximal de 260 000 t).

Les matériaux extraits sont traités par une installation de traitement d'une puissance de 550 kW.

L'exploitation est réalisée par la création de fronts successifs d'une hauteur de 10 m. L'exploitant est autorisé à faire des tirs de mine dans le cadre de son exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Voies d'accès, limitations des pollutions, poussières, bruit, tirs de mines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention pollution	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 5	/	Sans objet
3	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 20.2	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 11.2	/	Sans objet
5	Prévention pollution	Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 23.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité a été constatée lors de la visite du 6 avril 2022. Une verse de stériles stockée sur site est visible depuis les habitations voisines. Il sera demandé à l'exploitant par lettre préfectorale de fournir un échéancier d'évacuation de ces stériles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 5
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5 : [...] - Le chemin menant à la carrière doit être renforcé, permettre le croisement de deux camions et revêtu d'un béton routier de la RD 79c jusqu'à l'entrée de la carrière pour éviter l'apport de boues sur la voie publique et l'envol de poussières.
Constats : Le chemin menant à la carrière est renforcé conformément au présent article. De plus, un laveur de roues pour les camions est présent avant l'arrivée sur le pont bascule pour limiter les boues sur la chaussée .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 18
Thème(s) : Autre, Limitation pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, l'exploitant nettoiera ces voies de circulation. Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRR fixées par le Code de la Route.
Constats : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollutions des eaux, de l'air ou des sols ainsi que pour limiter les nuisances liées au bruit et aux vibrations. S'agissant des limitations de l'impact visuel : Il a été constaté une verse de stériles stockée sur site, visible depuis les habitations alentours pouvant occasionner une gêne visuelle. 
L'exploitant devant prendre les dispositions nécessaires pour limiter l'impact visuelle de son installation, ce point est jugé non conforme. Il sera demandé à l'exploitant un tonnage et un échéancier d'évacuation de ces stériles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 20.2
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
Constats : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir et limiter l'envol des poussières. Les voies de circulation et les aires de stationnements des véhicules et engins sont convenablement aménagées et nettoyées au besoin. Un laveur de roues est présent à l'entrée du pont bascule, qui se situe à la sortie du site débouchant sur la RD79 par une voie correctement entretenue et nettoyée au besoin. L'exploitant indique également stocker les tas de matériaux à l'étage le plus bas de la carrière pour limiter l'envol des poussières. Par ailleurs, un rapport de suivi des retombées atmosphériques a été transmis par courriel du 6 mars 2023 à l'inspection des installations classées. Ce suivi a été réalisé sur des échantillons préparés en mai 2023 selon la norme NF X43-014, conformément à l'arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières. La valeur limite d'émission de 500mg/m ² /j en moyenne annuelle glissante est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 11.2
Thème(s) : Autre, Abattage explosif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'abattage du gisement ne peut être réalisé à l'explosif que suivant les indications du plan de tir défini par l'exploitant. Celui-ci doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mine ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables.
Constats : L'exploitant indique ne pas réaliser de tirs de mines depuis l'obtention de son autorisation bien que son arrêté préfectoral le lui autorise. L'extraction se réalise avec une pelle mécanique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2017, article 23.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ; - 3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés. <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> * 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés * 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés <p>En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lecq.</p> <p>[..]</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès la mise en place des activités présentées (dont l'installation de traitement des matériaux), puis effectué tous les 5 ans. Les 4 points de mesure sont repérés sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces points de contrôle pourront être éventuellement modifiés avec accord préalable de l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 6 mars 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le compte rendu de la dernière campagne de mesures de bruit. Celle-ci s'est déroulée le 30 mai 2018.</p> <p>Le rapport transmis indique des valeurs d'émergences et de niveaux de bruit conformes au présent article.</p> <p>Cependant la fréquence de réalisation de campagne de bruit est fixée à 5 ans.</p> <p>L'exploitant devra donc procéder au renouvellement de cette campagne au cours de l'année dès que les campagnes de production et d'extraction de matériaux reprendront. En effet, l'exploitant n'a procédé à l'exploitation et extraction de matériaux durant 6 mois uniquement au cours de l'année 202 (Mars – avril et Juillet à mi-octobre). Seules des ventes de matériaux ont été réalisées pouvant générer du trafic routier. Il en est de même pour ce premier trimestre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet